
Enseignement supérieur en Russie : comment dépasser l'héritage soviétique ?



Boris Saltykov

Avril 2008

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2008

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et *peer review*).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org.

Derniers numéros

- Gaïdz Minassian, « L'Arménie, avant-poste russe au Caucase ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 27, février 2008 ;
- Catherine Locatelli, « L'UE : aiguillon des stratégies de Gazprom ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 26, février 2008 ;
- Jakub Godzimirski, « Grands enjeux dans le Grand Nord. Les relations Russie-Norvège et leurs implications pour l'UE », *Russie.Nei.Visions*, n° 25, décembre 2007.

Auteur

Boris Saltykov est président de l'association à but non lucratif « Maison Russe pour la coopération scientifique et technologique internationale ». Il enseigne à la faculté de Gestion de la science et des innovations du Haut Collège d'économie (GU-VSE). Boris Saltykov a été ministre de la Recherche et de la Politique technologique de 1991 à 1996, et vice-Premier ministre en 1992-1993. Au poste de ministre, il a lancé la réforme de la recherche russe en créant un réseau de fondations d'État consacrées à la recherche et à l'innovation. Après avoir quitté le gouvernement, il a été pendant plusieurs années membre du comité exécutif de l'Institut pour la société ouverte (Open Society Institute, Fondation Soros), où il a dirigé le programme de création de centres Internet dans les universités russes. Depuis 2003, il fait partie du Conseil des tuteurs de la fondation caritative britannique Oxford Russia Fund, qui soutient l'enseignement des sciences humaines en Russie.

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
HERITAGE DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT SOVIETIQUE.....	8
SEPARATION ENTRE LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT	8
RIGIDITE ORGANISATIONNELLE ET IDEOLOGIQUE	10
ÉTAPES DE LA REFORME POST-SOVIETIQUE	12
LE DEBUT DES REFORMES.....	12
« THERAPIE DE CHOC »	13
UNE NOUVELLE « FENETRE D'OPPORTUNITE » ?	15
ET DEMAIN : INERTIE OU ACCELERATION ?.....	21

Résumé

La réforme de l'enseignement supérieur en Russie, lancée il y a 15 ans, se donne pour objectif de répondre aux défis du nouveau modèle post-industriel de développement économique fondé sur les hautes technologies et l'innovation. Jusqu'à présent, la réforme a permis de surmonter de nombreux aspects négatifs hérités de la période soviétique (idéologisation, omniprésence de l'État, centralisation excessive du processus de prise de décision). Certaines caractéristiques du système soviétique se sont cependant révélées extrêmement résistantes et subsistent à ce jour : séparation entre recherche et enseignement, retard pris par les sciences humaines sur les sciences naturelles et techniques, fossé existant entre les segments « d'excellence » et « de masse ». Dans les premières années suivant l'effondrement de l'URSS, les questions relatives à la réforme ont été reléguées au second plan par des problèmes plus urgents. Ce n'est qu'au début du second mandat de Vladimir Poutine qu'est apparue une « fenêtre d'opportunité ». Ont alors été réunies les conditions favorables à la mise en œuvre de la réforme, du point de vue tant économique (avec la possibilité d'augmenter le budget alloué par l'État) que politique (avec la consolidation d'une équipe de réformateurs au pouvoir).

Cet article est issu d'une présentation au séminaire « Enseignement supérieur en Russie, potentiel et défis » qui s'est déroulé à l'Ifri le 28 janvier 2008.

Introduction

La réforme de l'enseignement supérieur fait l'objet de débats animés en Russie – aussi bien dans l'opinion publique qu'au sein de la communauté des experts – depuis l'effondrement de l'URSS et le passage à l'économie de marché, il y a déjà plus de 15 ans. Nombreux sont les Russes, y compris parmi les experts en la matière, qui demeurent persuadés que l'URSS avait créé le meilleur système éducatif au monde grâce auquel le pays a été capable de réaliser son projet atomique et de lancer le premier vol spatial de l'Histoire¹. Cependant, si ce système répondait aux exigences d'une société « industrielle » traditionnelle et d'une économie centralisée et planifiée, il ne répond plus aux besoins d'une économie de marché ouverte fondée sur l'innovation. Un bref rappel historique est utile.

Il est indéniable que le système soviétique a rempli plusieurs missions historiques. Après la révolution de 1917, dans une Russie où 70 % des habitants étaient illettrés, l'éducation est devenue gratuite et obligatoire pour tous, indépendamment de l'appartenance sociale des individus. Cette évolution a jeté les bases pour la création d'un système d'enseignement supérieur (ES) efficace dont la nécessité s'est particulièrement fait ressentir au début des années 1930. C'est alors que, dans une économie centralisée et planifiée, la décision a été prise de procéder à l'industrialisation à marche forcée du pays, essentiellement par l'importation de technologies étrangères (par le biais d'achat de licences et d'équipements prêts à l'emploi, voire d'usines entières). Pour mettre cette stratégie en œuvre, l'URSS avait un grand besoin d'ingénieurs capables d'utiliser et de gérer ces nouveaux systèmes technologiques.

Conscient de cet impératif, l'État a financé la création d'un nombre impressionnant d'établissements d'ES, dispensant principalement des formations techniques destinées à satisfaire les besoins de plusieurs industries nouvelles en Russie : automobiles, tracteurs, machines-outils, industrie chimique, etc. Résultat de ces efforts : en 1932, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur (*Vyschee utchebnoe*

Traduit du russe par Boris Samkov.

¹ En 2007, un tiers des sondés (sur un échantillon représentatif de 1 500 personnes résidant dans 44 régions de la Fédération de Russie) estimaient que la qualité de l'enseignement dispensé dans les instituts russes correspondait aux standards mondiaux (28 %), voire y était supérieure (7 %). En revanche, 41 % pensaient que le niveau de l'enseignement supérieur russe était inférieur au niveau mondial (23 % des sondés ne se sont pas prononcés). Sondage réalisé par la Fondation de l'opinion publique (FOM), 25 janvier 2007, <bd.fom.ru/report/cat/cult/edu_edu/high_education/d070421>.

zavedenie, VUZ) en Russie avait quasiment quintuplé, tout comme celui des étudiants. Durant cette période, l'augmentation du nombre d'établissements d'enseignement technique secondaire a été comparable, si bien qu'en 1940, il y en avait plus de 3 000 dans le pays².

L'étape finale de la formation du système national d'enseignement (*Natsionalnaya sistema obrazovaniya*, NSO³) est généralement associée à l'« âge d'or » de la science soviétique. En effet, ce système a pris son aspect définitif avec l'élaboration du projet de bombe atomique (fin des années 1940-début des années 1950) et il a atteint son apogée à l'époque des plus grands succès de l'URSS dans la course vers l'espace, c'est-à-dire dans les années 1960. Ces deux gigantesques projets – atomique et spatial – exigeaient le passage d'un modèle « industriel » classique à une économie dans laquelle le rôle fondamental serait dévolu à des secteurs industriels totalement nouveaux, fondés sur les technologies de pointe. Le développement et l'exploitation de ces systèmes radicalement nouveaux exigeaient des ingénieurs et des chercheurs d'un type nouveau. Ces spécialistes devaient avoir des connaissances fondamentales dans le domaine des sciences naturelles (physique, mathématiques, etc.), tout en étant capables de mettre au point des systèmes techniques et technologiques performants. C'est pour répondre à ce besoin qu'au début des années 1950, un groupe de chercheurs dirigé par le prix Nobel de physique Piotr Kapitsa a créé un institut novateur, l'Institut physico-technique de Moscou (Moskovski Fiziko-Tekhnicheski Institut, MFTI, appelé couramment « Fiztech »).

Dans les années 1960, on a observé une croissance rapide des secteurs de la recherche et de l'ES. Certaines années, le taux de croissance annuel du nombre de chercheurs et d'enseignants a atteint 10 % : à ce rythme, il a doublé en sept à huit ans et, à la fin de l'époque soviétique, le pays comptait près de 1,5 million de chercheurs et d'enseignants⁴.

Quand on fait le bilan de la première étape (celle d'avant-guerre) de la formation du nouveau NSO, force est de constater qu'en un laps de temps historiquement court et dans un contexte de très faible différenciation économique, sociale et territoriale de la population, l'URSS a réussi à créer un système d'enseignement cohérent et efficace qui assurait à l'ensemble de la population un ES accessible et gratuit. Cependant, la qualité du système d'ES soviétique n'était pas homogène : on y distinguait

² *Bol'shaïa Sovetskaïa Enciklopediïa* [Grande Encyclopédie soviétique], 11^e édition, tome 50, Moscou, 1957, p. 406.

³ La notion de système national d'enseignement comprend l'ensemble des programmes éducatifs, des participants au processus de l'enseignement et des institutions chargées de la gestion de ce processus.

⁴ Cependant, compte tenu de certaines particularités méthodologiques (la notion d'« emploi à temps plein » ne signifie pas la même chose dans tous les pays), il est impossible de comparer directement ces données avec les statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est pourquoi on ne peut pas souscrire à l'affirmation de la propagande soviétique selon laquelle l'URSS employait un quart des chercheurs de la planète.

nettement des établissements « d'excellence » et des établissements « de masse ». Ce clivage était lié à la militarisation excessive de l'URSS, où le secteur de la défense était largement privilégié par rapport au secteur civil. Par conséquent, les deux secteurs étaient alimentés en cadres par deux sous-systèmes d'ES différents. Sur près de 500 VUZ existant en URSS à la fin des années 1980, seuls 60 à 70 dispensaient à leurs étudiants un ES de niveau international. C'est précisément sur ce groupe d'universités (techniques aussi bien que classiques) que reposait le mythe selon lequel le système d'enseignement soviétique aurait été le meilleur du monde. En réalité, l'immense majorité des VUZ soviétiques (surtout ceux de province) offraient des cursus de qualité médiocre, significativement inférieurs à ceux proposés dans les meilleures universités soviétiques et mondiales. Néanmoins, à la fin des années 1970, l'Union soviétique disposait du deuxième potentiel mondial en matière d'enseignement scientifique et technique, derrière les États-Unis. Preuve de la stabilité et de la force du NSO soviétique : malgré les immenses pertes économiques des années 1990, les VUZ russes « d'excellence » ont résisté et continuent à former des spécialistes de niveau mondial.

Ce rappel historique conduit à identifier trois objectifs : analyser les principes fondamentaux sur lesquels se fondait le NSO soviétique et dont certains aspects définissent encore largement l'ES de la Russie aujourd'hui ; étudier les étapes, les directions et les résultats de la réforme de l'enseignement réalisée après la chute de l'URSS ; enfin, examiner le degré d'adéquation du système d'ES existant aux besoins actuels du pays.

Héritage du système d'enseignement soviétique

Les principales caractéristiques du NSO de l'URSS (et du système national d'innovation⁵ soviétique dans son ensemble) étaient la séparation de la recherche et de l'enseignement, l'omniprésence de l'État dans la sphère de la recherche et de l'enseignement, une planification très centralisée et une unification excessive des programmes et des méthodes d'enseignement. La réforme lancée après la fin de l'URSS visait à corriger ces distorsions. Cependant, certains aspects du système d'ES russe actuel restent toujours profondément marqués par l'héritage soviétique (voire pré-révolutionnaire).

Séparation entre la recherche et l'enseignement

Les premières universités russes, nées au XVIII^e siècle, ont pris pour modèle le système d'enseignement allemand. Ce dernier était fondé sur l'université en tant qu'institution de recherche et d'enseignement, auto-organisée et autogérée. Dans les universités allemandes classiques, l'enseignement était inséparable des recherches scientifiques (« principe de Humboldt »).

Le modèle russe se distinguait toutefois du modèle allemand sur deux points importants. La première particularité résidait dans la création simultanée de l'Université et de l'Académie des sciences de Russie (« établissement scientifique supérieur »). Cela a consacré institutionnellement la séparation de la science et de l'enseignement. La seconde caractéristique s'inscrivait dans une tradition historique : la domination absolue de l'État dans tous les domaines de la vie publique. Même à l'époque pré-révolutionnaire, les universités russes disposaient d'une autonomie réelle largement inférieure à celle de leurs homologues européennes.

⁵ Le système national d'innovation (Natsionalnaya innovatsionnaya sistema, NIS) recouvre l'ensemble des participants au cycle d'innovation et des institutions qui régulent les relations entre ces participants. À la base du cycle d'innovation se trouve le secteur de génération des connaissances (la recherche fondamentale) ; viennent ensuite de nombreux acteurs qui transforment une partie de ces connaissances en innovations, c'est-à-dire en nouveaux produits, services ou technologies.

La décennie 1930 a vu la création de deux systèmes hiérarchisés de gestion des complexes scientifique et technique, d'une part, et éducatif, d'autre part. L'Académie des sciences de l'URSS, transférée de Leningrad (actuel Saint-Pétersbourg) à Moscou, a été placée en 1933 sous l'autorité directe du gouvernement. Elle a obtenu *de facto* les prérogatives d'un ministère responsable de toute la recherche fondamentale⁶. Quant aux VUZ, placés sous l'autorité du Commissariat du peuple à l'instruction publique (Narkompros), ils avaient la vocation de se consacrer exclusivement à la formation des ingénieurs et des chercheurs. C'est ainsi que la séparation entre la « haute » recherche et l'ES a été définitivement consacrée.

Certaines institutions échappaient pourtant à la règle, comme le Fiztech évoqué plus haut, devenu un institut d'élite mondialement reconnu. Lors des trois premières années d'études, les étudiants acquéraient des connaissances fondamentales en sciences naturelles. Chaque groupe d'étudiants était rattaché à l'un des principaux instituts de recherches (*nautchno-issledovatel'skie instituty*, NII) qui dépendaient à leur tour soit de l'Académie des sciences de l'URSS, soit du complexe militaro-industriel. Les étudiants y suivaient des cours assurés par des chercheurs ou des ingénieurs « en activité » rattachés aux NII ou aux bureaux de design technique (*konstruktorskoe buro*, KB). Généralement, les mémoires de fin d'études des étudiants étaient intégrés aux projets de recherche des NII en question. Dès leurs premières années d'études, les étudiants du Fiztech obtenaient des connaissances pratiques et prenaient part à de vraies expériences scientifiques. De fait, cet institut représentait une université de recherche (*issledovatel'skii Universitet*, IU) avec une fonction de recherche « externalisée ». À la différence des IU américaines ou européennes classiques, où les étudiants sont impliqués dans les travaux de recherche conduits au sein des laboratoires appartenant à l'université, au Fiztech, toutes les « capacités de recherche » étaient déléguées aux instituts et laboratoires des NII ou des KB relevant de l'Académie des sciences ou du complexe militaro-industriel. Une fois leur diplôme obtenu, la plupart des diplômés restaient dans ces laboratoires et instituts où ils faisaient leur carrière de chercheurs.

Le « système du Fiztech » a été reproduit à l'Université d'État de Novossibirsk (Novosibirskii Gosudarstvennyi Universitet, NGU) – devenue un vivier pour des dizaines de NII et de KB de la branche sibérienne de l'Académie des sciences de l'URSS (aujourd'hui branche sibérienne de l'Académie des sciences de Russie) – ainsi qu'à l'Institut de technique électronique de Moscou (Moskovskii Institut Elektronnoi Tekhniki, MIET)⁷. Ces exemples prouvent qu'il y a eu en URSS des tentatives (souvent

⁶ G. Hromov, *Nauka, kotorû my poterâli* [La science que nous avons perdue], Moscou, Kosmosinform, 1995, p. 108.

⁷ Cette petite université a été fondée dans les années 1960, au moment de la création à Zélénograd d'un « technopôle de l'industrie électronique » au sein duquel étaient concentrées toutes les étapes du cycle de l'innovation dans le domaine de l'électronique – des NII jusqu'aux usines de série fabriquant des micro-puces et des semi-conducteurs. Le MIET est devenu dans cette chaîne le principal fournisseur de ressources humaines.

couronnées de succès) de rapprocher l'enseignement, la recherche et la production.

Rigidité organisationnelle et idéologique

Deux autres traits caractérisent le NSO soviétique : l'étatisation totale de tous les actifs dans le domaine de la recherche et de l'enseignement, y compris les résultats de l'activité intellectuelle des chercheurs et des inventeurs, et la centralisation entre les mains de l'État de la planification et de la gestion de toutes les ressources, y compris les ressources humaines. Appliqués à l'enseignement supérieur, ces principes signifiaient que la demande de spécialistes émanait d'« en bas », le Comité étatique pour la planification (Gosplan) se chargeant de répondre à cette demande en fonction des possibilités des VUZ. Ensuite, conformément au plan, les diplômés des VUZ étaient « affectés » (c'est-à-dire enrôlés de force) dans les NII, les KB et les entreprises correspondant à leur formation. De plus, pendant les trois premières années de leur vie professionnelle, ces jeunes recrues n'avaient pas le droit de changer de lieu de travail. Par ailleurs, le rôle écrasant de l'État et la centralisation ont abouti à l'uniformisation quasi totale des programmes et des méthodes d'enseignement. Bien sûr, dans certains VUZ et écoles, il y eut des « pédagogues novateurs » aux approches non conformistes et le pays a connu des périodes de débats publics sur ces sujets (surtout lors des diverses phases du « dégel »), mais, dans l'ensemble, l'enseignement était frappé du sceau de l'uniformisation oppressante.

Autre lacune à mentionner : le déséquilibre entre les diplômés en sciences « dures » et en sciences humaines, déséquilibre qui s'explique par le paradigme économique soviétique. En effet, dans une économie étatique centralisée, le besoin en financiers, juristes, économistes, psychologues, etc., était faible, à l'inverse des économies de marché. C'est pourquoi le nombre de spécialistes de ces profils aux États-Unis était sept et dix fois supérieur à celui de l'URSS, tandis que les deux pays étaient à égalité pour les sciences exactes.

Enfin, dans tout système national d'enseignement, l'idéologie dominante dans la société joue un rôle essentiel. Elle exerce une influence fondamentale sur les valeurs, les normes et la culture économique – et, partant, sur le contenu des programmes des VUZ.

À partir des années 1930, le contrôle idéologique de l'État sur la recherche et l'enseignement supérieur est devenu omniprésent. Le marxisme-léninisme a été proclamé « unique courant de pensée juste ». Toute déviation était interdite et sévèrement réprimée.

Cette rigidité du pouvoir entraine en contradiction avec la nature même de la science, qui, par définition, suppose l'indépendance des

recherches et la libre concurrence des idées. La pression idéologique a même concerné les sciences naturelles comme la génétique et la cybernétique. Les persécutions et les interdictions d'exercer ont pris la forme d'une véritable campagne de répression, ce qui explique le retard que la biotechnologie et l'industrie des communications ont pris à cette époque – un retard qu'elles n'ont toujours pas entièrement comblé à ce jour. Mais c'est le secteur des sciences humaines qui a souffert le plus. Voué à la dégradation, il s'est retrouvé à la périphérie de la science mondiale.

Cette idéologisation forcenée empêchait le système de se développer activement et de se moderniser. Or, la société post-industrielle réclamait justement souplesse et adaptabilité. Au milieu des années 1980, l'économie de l'URSS, adaptée uniquement à un type de développement extensif, a commencé à stagner dangereusement. Des débats sur la nécessité de modifier l'organisation sociale et politique du pays ont été lancés et la question de la réforme de l'enseignement est revenue à l'ordre du jour.

Étapes de la réforme post-soviétique

À la suite d'innombrables débats, le concept initial de la réforme du système éducatif soviétique (et, en particulier, de l'enseignement supérieur) a évolué significativement. Si, sous Mikhaïl Gorbatchev, à l'époque de la perestroïka et de la glasnost, cette réforme avait pris pour étalon un « modèle occidental » abstrait – c'est-à-dire un modèle démocratique, libéral, affranchi de la lourde tutelle de l'État et reposant sur les « mécanismes du marché » –, sous Vladimir Poutine, en revanche, l'État et les « traditions historiques » russes sont revenus au premier plan.

Le début des réformes

Les premières réformes de l'ES, lancées à la fin des années 1980, reposaient moins sur une analyse objective des besoins que sur le rejet de tout ce que représentait l'époque soviétique, associée à la stagnation, à l'opacité et au conservatisme. Les réformateurs se référaient à des slogans généraux peu opérationnels, très en vogue à l'époque de la glasnost : liberté, démocratie, ouverture sur le monde, etc. Le nouveau NSO devait s'inspirer d'un modèle dont les caractéristiques principales étaient l'autonomie⁸ et la création du secteur privé. Au niveau des établissements, la démocratie s'est principalement exprimée par l'abandon de la nomination des recteurs, désormais élus par les enseignants.

Même si ces premières idées et décisions n'étaient pas dénuées d'une certaine naïveté, elles se sont révélées nécessaires et utiles, dans la mesure où elles ont permis d'élaborer les principes fondateurs de la réforme, tels que la disparition de la pression idéologique, l'ouverture, l'accessibilité à tous, la liberté et le pluralisme, la participation de la société à la gestion de l'éducation et l'autonomie des établissements. Ces principes ont formé le cœur de la nouvelle « Loi sur l'enseignement » adoptée en juillet 1992. Ce texte garantissait le droit des citoyens à un enseignement secondaire et supérieur gratuit ; il légalisait, pour la première fois, la création d'établissements d'enseignement non étatiques (y compris des établissements privés) et autorisait tous les établissements à proposer

⁸ Pour la plupart des recteurs, le terme « autonomie » avait un sens très particulier : selon eux, l'État aurait l'obligation d'offrir à l'université toutes les ressources nécessaires sans avoir le droit de s'immiscer dans sa gestion.

des services éducatifs supplémentaires payants. Ces innovations et certaines autres ont, par la suite, donné l'impulsion à d'importants changements structurels dans le système d'enseignement russe.

« *Thérapie de choc* »

Après la disparition de l'URSS en décembre 1991, a commencé en Russie une réforme économique radicale connue sous le nom de « thérapie de choc ». Avec le passage à l'économie de marché, le pays a connu un profond bouleversement. C'est dans ce contexte politique et économique difficile qu'ont été lancées les réformes de l'enseignement et de la recherche.

La majorité des établissements publics, y compris les établissements d'enseignement et de recherche, se sont retrouvés dans l'incapacité de payer les factures de leurs locaux et de régler les salaires de leurs employés. Durant les premières années de transition en Russie (1992-1995), la réforme a été reléguée au second plan : il s'agissait alors d'assurer la survie. Cependant, la « Loi sur l'enseignement » a permis au NSO de s'adapter à la situation. Les VUZ d'État, dont les financements suffisaient à peine à verser un salaire misérable à leurs collaborateurs, survivaient en louant les locaux qui leur appartenaient et grâce à l'apport de leurs étudiants « commerciaux » (ceux qui payaient leurs études). Les enseignants, pour leur part, tentaient d'améliorer leur situation matérielle difficile en donnant des cours particuliers, ainsi qu'en recherchant des bourses russes et surtout étrangères⁹. Quant aux étudiants des nouveaux VUZ privés, ils devaient tous payer leurs cursus. En août 1996, la « Loi sur l'enseignement professionnel supérieur » a donné aux VUZ publics l'autorisation officielle d'avoir des étudiants payant entièrement leurs études.

Le début de la privatisation et l'apparition d'un grand nombre de banques privées et de petites et moyennes entreprises dans le secteur des

⁹ Dès les premières années de la réforme, ont vu le jour la Fondation russe pour la recherche fondamentale (RFFI) et la Fondation russe pour les sciences humaines (RGNF). Chaque VUZ pouvait déposer son dossier auprès de ces institutions afin d'obtenir, sur concours, une bourse permettant de financer des recherches scientifiques. Ces nouvelles sources de financement sont apparues respectivement en 1992 et en 1994, dans le cadre de la réforme de la recherche, lancée simultanément à celle de l'enseignement. Il faut également souligner que de nombreuses fondations étrangères se sont implantées en Russie, dès le début des années 1990. Parmi les plus connues, on peut citer la Fondation Soros, qui a dépensé au total plus de 100 millions de dollars entre 1993 et 1996 pour soutenir la recherche fondamentale en Russie et versé des bourses individuelles aux enseignants du secondaire, aux maîtres de conférences et aux professeurs d'université. À la même époque, le fonds européen INTAS (Association internationale pour la préservation et le renforcement de la coopération scientifique avec les Nouveaux États indépendants [NEI] l'ex-Union soviétique) a également commencé à travailler en Russie.

services ont engendré une demande croissante de spécialistes dans les domaines de l'économie, des finances, du droit, de l'informatique, du consulting, etc. Des dizaines d'établissements non publics de petite taille sont apparus pour répondre à ce besoin. Le plus souvent, les cours y étaient assurés par des maîtres de conférences et des professeurs déjà employés dans des universités publiques, cumulant parfois leur premier poste avec deux, voire trois autres dans le privé. La qualité de la formation dispensée n'était pas toujours à la hauteur des espérances mais, à l'époque, le marché du travail dans les différentes régions absorbait tous ces nouveaux diplômés.

Arrivés à cette étape de la réforme, le président Boris Eltsine et le gouvernement réformateur d'Egor Gaïdar se sont heurtés à une double résistance : d'une part, celle du Parlement pro-communiste et, de l'autre, celle de la direction des VUZ, représentée par l'Union des recteurs de Russie¹⁰. Le gouvernement souhaitait instaurer de nouvelles relations avec le monde de l'enseignement afin de tenir compte du passage à l'économie de marché et de rendre le NSO russe plus efficace et capable de relever les défis de la nouvelle époque. Mais le Parlement avait une vision radicalement différente de la future évolution du pays et bloquait toutes les initiatives législatives de l'exécutif. Dès lors, le président devait recourir à l'émission des décrets (oukases) qui ont formé le nouveau cadre institutionnel. Une véritable lutte s'est engagée autour des prérogatives à partager et du contrôle sur les financements entre les ministères et administrations nouvellement créés, y compris dans le domaine de l'enseignement et de la science. Quant aux recteurs, ils ont opté pour une stratégie de préservation du *statu quo* fondée sur le principe « ne changez rien, contentez-vous de nous donner de l'argent ». Dans de telles conditions, la réforme ne pouvait évidemment pas apporter de résultats tangibles. Malgré tout, un certain progrès a été accompli.

En premier lieu, la disparition du facteur idéologique et la dépolitisation de l'enseignement ont été consolidées. C'est dans le domaine des sciences humaines et sociales que cette évolution a rencontré les plus grandes difficultés. Dans leur écrasante majorité, ni les enseignants, ni les manuels existants, ni les méthodes d'enseignement ne correspondaient aux nouvelles exigences de la société russe. À titre d'exemple, pour répondre à l'important problème posé par le manque de spécialistes ayant le profil approprié, en 1992, une nouvelle université d'État – le Haut Collège d'économie (GU-VSE) – et une petite (120-140 étudiants) université privée nommée Nouvelle école d'économie (New Economic School) ont été créées. De plus, en 1992-1993, près de 200 ouvrages et manuels ont été rédigés par des experts russes ou traduits de langues étrangères avec le soutien financier de la Fondation Soros.

¹⁰ L'Union des recteurs de Russie est une association à but non lucratif fondée à l'initiative des dirigeants des établissements d'enseignement supérieur en juillet 1992 afin de défendre leurs intérêts communs.

En second lieu, la transformation structurelle du NSO dans les années 1990 a abouti à la création de centaines de VUZ non publics et d'un secteur privé de services éducatifs. Le nombre de VUZ passa de 762 en 1995 à 1 068 en 2005. La part des étudiants payants a atteint 34,4 % en 1995 et 47,1 % en 2005¹¹. La liberté accordée aux établissements s'est accompagnée d'un retrait de fait de l'État de ce secteur. Alors qu'il ne s'occupait même plus du contenu des programmes, il a également renoncé à la réglementation du marché du travail, c'est-à-dire au système de « répartition forcée » des diplômés après la fin de leurs études.

Dans ce contexte, et aussi à cause de l'intense « fuite des cerveaux » constatée dans les domaines de la recherche et de l'enseignement, on a assisté à une très nette dégradation de la qualité de l'enseignement. D'après de nombreux experts, 20 à 30 % des formations dispensées dans les VUZ n'offrent même pas à leurs élèves la base minimale requise des compétences nécessaires à l'exercice d'un emploi. Ce constat vaut tout autant pour de nombreux VUZ techniques qui, à la recherche de financements supplémentaires, ont ouvert des facultés d'économie, de droit, etc., dont les effectifs représentaient parfois entre un tiers et la moitié des inscriptions dans ces VUZ¹².

On a également assisté à un rapide vieillissement des cadres de la recherche et de l'enseignement, si bien qu'un véritable « fossé générationnel » s'est creusé, qui s'est traduit par la quasi-absence de la génération d'enseignants âgés de 30 à 45 ans, découragés par les salaires dans ces secteurs. En 1997-1998, les tentatives d'introduire une politique sélective (« ne soutenir que les meilleurs ») ont été un échec. En effet, elles nécessitaient d'importantes ressources supplémentaires, indisponibles en raison de la situation économique. De plus, ces projets se sont à nouveau heurtés à l'hostilité de l'Union des recteurs ainsi qu'à celle des syndicats.

Une nouvelle « fenêtre d'opportunité » ?

Après l'élection de Vladimir Poutine en 2000, la nouvelle équipe au pouvoir a lancé un programme, dit programme Gref¹³, inspiré par un groupe

¹¹ Ministère de l'Enseignement et de la Recherche de la Fédération de Russie, *Indikatory obrazovaniâ: 2007. Statističeskij Sbornik* [Indicateurs de l'enseignement : 2007. Recueil statistique], Moscou, GU-VSE.

¹² Rapport de la Chambre civique de la Fédération de Russie, *Obrazovanie i obščestvo: gotova li Rossiâ investirovat' v svoë buduščee ?* [Éducation et société : la Russie est-elle prête à investir dans son avenir ?], Moscou, GU-VSE, 2007, disponible en russe <www.oprf.ru/files/tcp_ip/doklad_s_oblozhkoi.pdf>.

¹³ Du nom du ministre du Développement économique et du commerce de l'époque, Guerman Gref (NDLR).

d'experts libéraux. À la différence des versions précédentes, ce programme proposait de compléter la réforme de l'enseignement, en créant un système d'évaluation indépendant des connaissances des élèves et en introduisant un test national de fin d'études secondaires (*edinyi gosudarstvennyi ekzamen*, EGE) dont les résultats seraient décisifs pour les admissions dans les VUZ. Le programme prévoyait également de modifier la structure de l'enseignement en introduisant, d'une part, des filières professionnalisées dès les dernières années des études secondaires et, d'autre part, un système d'ES à deux niveaux. Le début de la mise en place du nouveau programme de réforme a coïncidé avec une augmentation substantielle des sommes allouées à l'éducation par le budget fédéral. Par ailleurs, en 2003, la Russie a pris la décision d'adhérer au processus de Bologne afin d'améliorer la flexibilité et l'efficacité de son système d'enseignement¹⁴. Cependant, une fois de plus, cette nouvelle tentative de ranimer la réforme s'est enlisée dans des débats sans fin et dans la lutte contre le conservatisme des recteurs.

Une vraie fenêtre d'opportunité n'est apparue qu'au début du second mandat présidentiel de Vladimir Poutine, en 2005-2006, une période où ont été réunies des conditions politiques et économiques favorables à une nouvelle étape de la réforme. Après des années de discussions infructueuses, il est alors devenu possible de passer à l'adoption de lois. Deux conditions ont facilité cette évolution :

– la consolidation de l'équipe des réformateurs au pouvoir, dont les positions étaient partagées par la communauté des experts. Le pouvoir législatif était également acquis au gouvernement (certains médias dénonçaient d'ailleurs l'emprise totale de l'exécutif sur la Douma) ;

– l'amélioration substantielle des conditions financières. À la différence des années 1990, le pays connaît, depuis plusieurs années, une croissance économique élevée, ce qui a permis d'augmenter rapidement et considérablement le budget consacré à l'éducation. De puissantes ressources financières – un fonds de stabilisation et d'immenses réserves d'or et de devises – avaient été constituées grâce à la rente énergétique, ce qui garantissait la stabilité de l'économie. En deux à trois ans, les moyens alloués à l'éducation par le budget fédéral ont plus que doublé : de 71,8 milliards de roubles¹⁵ en 2004, ils sont passés à 161,7 milliards en 2006. Dans le même temps, des sommes d'un montant comparable ont afflué en provenance d'autres sources¹⁶.

¹⁴ Pour une analyse détaillée des questions relatives à l'application du processus de Bologne au système d'enseignement supérieur russe, voir T. Kastouéva-Jean, « La Russie et le processus de Bologne : européenne par éducation ? », *Politique étrangère*, n° 2, 2007, p. 411-423.

¹⁵ En 2008, un euro est égal à 35 roubles environ (NDLR).

¹⁶ A. Fursenko, D. Livanov et A. Volkov, *Vysšee obrazovanie: povestka 2008-2016* [Enseignement supérieur : objectifs 2008-2016], *Ekspert*, n° 32, 2007, p. 88-94, disponible en russe <www.expert.ru/printissues/expert/2007/32/vysshee_obrazovanie_2008/>.

La réforme se développe dans plusieurs directions à la fois : modification de la structure du NSO ; renouvellement de l'environnement institutionnel, notamment grâce à l'introduction de méthodes efficaces de financement, d'encouragement, etc. ; amélioration de la qualité des cadres et de l'équipement ; évolution du contenu des programmes. Toutes ces pistes ont été inscrites dans le projet national prioritaire « Enseignement », lancé en 2005, suivi par Dmitri Medvedev, à l'époque premier vice-Premier ministre. Dans le cadre de la modernisation de la structure de l'ES, 57 VUZ innovants ont été sélectionnés sur concours et ont obtenu des financements allant de plusieurs centaines de millions à 1 milliard de roubles. Le budget fédéral a consacré au total 37 milliards de roubles à ce projet. La décision a été prise de créer cinq ou sept universités de recherche « fédérales » (c'est-à-dire des établissements de grande taille regroupant éventuellement plusieurs institutions). Deux d'entre elles ont déjà vu le jour : l'une dans le Sud, autour de l'université d'État de Rostov, et l'autre en Sibérie, sur la base de l'université d'État de Krasnoïarsk. Ayant reçu 1 milliard de roubles chacune, elles ont pu procéder à un renouvellement de leurs bases matérielle, pédagogique et scientifique.

La réforme se donne également pour but de rapprocher la recherche et l'enseignement. Malheureusement, en 15 ans, la part des VUZ où sont menées des activités de recherche et développement (R&D) a diminué : ils ne représentent aujourd'hui plus que 37 % du total. Au cours des dix dernières années, la part des enseignants participant à la R&D est passée de 37 % à 16 %. Le tableau n'est pas plus optimiste en ce qui concerne les équipements et le volume des dépenses que le système d'ES consacre à la R&D. Cela s'explique largement par la séparation « historique » de la recherche et de l'enseignement, par laquelle la plus grande partie des ressources allouées à la R&D, y compris les recherches fondamentales, est traditionnellement attribuée aux instituts dépendant de l'Académie des sciences de Russie.

Pour corriger cette situation, des investissements considérables ont été faits dans la création d'universités de recherche de type « occidental » sous la tutelle du ministère de l'Enseignement et de la Recherche¹⁷. La « Loi sur l'intégration de la recherche et de l'enseignement », adoptée en décembre 2007, supprime de nombreuses contraintes juridiques, qui pesaient jusqu'alors sur l'activité d'enseignement des instituts de recherche et l'organisation de la R&D dans les VUZ.

Parallèlement, la législation subit une profonde rénovation. Une loi récente a enfin rendu l'EGE obligatoire pour évaluer les connaissances des élèves du secondaire. La longue lutte autour de l'introduction en Russie d'un ES à deux niveaux a pris fin. En octobre 2007 a été adoptée une loi qui introduit dans le système d'enseignement russe deux niveaux de

¹⁷ Les IU fonctionnant sur le modèle du Fiztech, évoqué plus haut, conservent cette façon de procéder. Mais leur modèle n'est pas adapté à la mise en place des grands complexes de recherche et d'enseignement, grands complexes en lesquels le pouvoir voit un moyen efficace de faire passer les régions à un type de développement fondé sur l'innovation.

qualification : *bakalavriat*, de quatre ans, et *maguistratura*, de deux ans. L'*aspirantura* (école doctorale), d'une durée de trois ans, couronne le cursus universitaire. Cette loi est une conséquence directe de l'adhésion de la Russie au processus de Bologne. Dès 2010, il est probable que les étudiants russes se verront remettre à la fin de leurs études des diplômes qui seront reconnus à l'étranger. Néanmoins, il ne faut pas négliger le fait que, pour l'heure, la Russie et l'Union européenne (UE) ne disposent pas de cursus d'enseignement et de standards éducatifs communs. Dès lors, à l'étranger, les étudiants russes seront sans doute jugés moins en fonction des critères formels (c'est-à-dire de leurs diplômes) qu'en fonction de la réputation de leur « alma mater¹⁸ ».

Une « Loi sur les standards de l'enseignement » a également été adoptée, mais ses objectifs sont beaucoup plus larges. Elle est avant tout destinée à améliorer la qualité de l'enseignement – qui est probablement aujourd'hui la préoccupation principale de l'ES russe. En une décennie (1995-2005), le nombre d'étudiants inscrits dans les VUZ a pratiquement triplé, passant de 2,79 millions de personnes à 7,06 millions. Le nombre de doctorants a également doublé. En termes de proportion d'étudiants du supérieur dans la population totale, la Russie occupe désormais la première place au monde : en 2005, elle comptait 495 étudiants pour 10 000 habitants (en comparaison, le rapport est de 445 pour 10 000 aux États-Unis, 240 en Allemagne, 233 au Japon). Il existe aujourd'hui dans le pays une demande sociale pour la généralisation de l'enseignement supérieur, mais cette croissance a inévitablement conduit à la baisse de la qualité de l'enseignement. En témoignent aussi bien les classements internationaux des universités¹⁹ que les jugements portés par les employeurs russes sur les jeunes diplômés. Il faut également souligner que les étudiants eux-mêmes lient de moins en moins l'obtention d'un diplôme à leur future carrière. À leurs yeux, le diplôme est avant tout un indicateur d'un statut social.

Cela s'explique en partie par la faiblesse des liens existant entre le monde des affaires et les VUZ. Au cours des trois dernières années, la part des entreprises ne collaborant pas avec les VUZ est passée de 51 % à 70 %. Ce chiffre illustre la montée de la méfiance des employeurs à l'égard du système traditionnel de l'ES, de ses standards et de ses méthodes d'enseignement. Les entrepreneurs préfèrent créer leurs propres systèmes de perfectionnement et de formation complémentaire. De récents sondages montrent que près de 20 % des entreprises ont choisi cette voie²⁰. Deux

¹⁸ À l'heure actuelle, près de 25 000 chercheurs russes ont des contrats à durée indéterminée à l'étranger, principalement aux États-Unis, en Europe et en Israël, et un nombre équivalent y exercent leurs talents sur la base de contrats temporaires, ou effectuent des missions ponctuelles. Pour la plupart, il s'agit de diplômés de ce groupe de VUZ de qualité, évoqués plus haut. L'Europe, qui a un fort besoin de spécialistes hautement qualifiés, sait apprécier le vrai potentiel des chercheurs russes et n'hésite pas à les embaucher, que la Russie fasse partie du processus de Bologne ou non.

¹⁹ En 2007, aucune université russe ne figurait dans le Top 200 du classement publié par le *Times* (Times Higher Education Supplement, THES).

²⁰ Rapport de la Chambre civique de la Fédération de Russie, *op. cit.* [12].

types d'actions allant en ce sens ont connu un succès particulier : la création d'universités corporatives propres à une entreprise donnée (ce qui ne concerne que les entreprises les plus importantes) et la participation des entreprises aux programmes des dernières années des VUZ – notamment, en accueillant les étudiants pour des stages dans un environnement réel²¹. Des dizaines d'entreprises russes se sont déjà engagées dans cette voie. Cependant, alors que la croissance économique se poursuit à un rythme élevé, ces efforts ne suffisent pas à combler le manque de cadres qualifiés, un manque qui a atteint un niveau jamais vu auparavant. Nombreux sont ceux qui admettent aujourd'hui que « les régions se concurrencent entre elles moins pour les investissements que pour le potentiel humain²² ».

En ce qui concerne la qualité des enseignants du supérieur, il faut reconnaître qu'elle ne satisfait pas aux exigences modernes. Premièrement, 38,6 % des enseignants sont âgés de plus de 65 ans et sont largement imprégnés de concepts et de méthodes de l'époque soviétique. Deuxièmement, leur mobilité est faible : le système existant ne favorise pas l'invitation de talents de l'extérieur et la promotion des jeunes. De plus, paradoxalement, la hausse des salaires des enseignants consolide cette situation : plus les salaires sont élevés, moins les anciens sont prêts à laisser la place aux jeunes.

Le ministère a mis au point un programme fédéral intitulé « Cadres scientifiques et pédagogiques pour une Russie innovante pour 2009-2013 ». Ses objectifs principaux sont la création d'un contexte stable pour la formation et l'emploi des cadres dans les domaines de la recherche et des technologies de pointe ainsi que l'amélioration de l'attractivité de la recherche et de l'enseignement pour les jeunes. L'élément central du programme doit être la mise en place de « centres de recherche et d'enseignement » au sein des universités et des centres de recherche. Dans ces structures, autour de chefs de projets scientifiques sélectionnés sur concours (les « professeurs principaux ») et porteurs de projets précis, seront formées des équipes de taille moyenne, comprenant des doctorants et des étudiants. Chaque projet se verra attribuer des financements pour une durée de deux à trois ans. Autre aspect du programme : instaurer un système d'invitations de chercheurs-enseignants étrangers, qui viendront en Russie pour diriger de nouvelles équipes de recherche. Le programme vise également à créer des « facultés de recherche » qui seront des blocs importants au sein des universités de recherche. En tout, le programme comporte 12 « directions » de ce type. Un budget de 65 milliards de roubles doit y être consacré.

²¹ Ainsi, le groupement d'entreprises IBS, leader en Russie du secteur des technologies de communication, a ouvert sa propre *magistratura* au Fiztech, où les étudiants seront formés aux métiers auxquels les programmes des VUZ ne les préparent pas (architecte réseau, analyste, consultant en innovations, etc.). Ces étudiants effectueront des stages au sein d'IBS.

²² Voir, par exemple, l'interview du gouverneur de la région de Novossibirsk, V. Tolokonski, au quotidien russe *Izvestia*, le 24 décembre 2007, <www.izvestia.ru/politic/article3111592/>.

En ce qui concerne la modification du contenu des cours, il faut souligner que ce critère a présidé à la sélection des 57 VUZ « innovants » évoqués plus haut. Ces établissements essaient de passer de la tradition, datant de l'époque soviétique, qui consiste à faire ingérer des connaissances diverses aux étudiants, à une méthode d'enseignement qui permettrait à ces derniers de développer des compétences de base (professionnelles, managériales, techniques, administratives, etc.). Dans le même temps, de nombreux experts estiment que le contenu des cours ne doit pas relever des prérogatives des fonctionnaires du ministère, mais être défini par un accord commun entre communauté des enseignants, autorités russes et monde des affaires.

Et demain : inertie ou accélération ?

Si l'on dresse le bilan de la réforme de l'ES depuis trois ans, on constate qu'elle a bénéficié de deux puissantes impulsions, financière et institutionnelle. La communauté de l'éducation a ressenti que l'État était enfin passé des paroles aux actes. L'activité et l'esprit d'initiative des leaders ont été encouragés, et les espoirs des enseignants, des étudiants et des employeurs, ranimés.

Il reste que la réforme de l'enseignement est appelée à répondre aux défis du développement économique post-industriel, qui repose sur les technologies de pointe. Or, ces défis n'exigent pas seulement la modernisation du système de formation des spécialistes, mais aussi une profonde réforme structurelle du système national d'innovation (Natsionalnaya innovatsionnaya sistema, NIS) dans son ensemble. Malgré 15 ans de réforme, le NIS actuel ne correspond toujours pas aux nouvelles réalités économiques. La plus grande part du produit intérieur brut (PIB) de la Russie provient toujours de l'exportation d'hydrocarbures, de métaux et de bois, tandis que la part du pays sur le marché global des hautes technologies représente moins de 1 %.

Alors que les systèmes nationaux d'innovation des pays occidentaux se sont formés dans des économies stables (du moins au niveau institutionnel), le NIS russe actuel reste, pour sa part, au stade de transition. Le champ institutionnel comporte encore de nombreuses lacunes ; une véritable politique d'innovation, ne se limitant pas à de simples déclarations, commence seulement à prendre forme ; la création de l'infrastructure d'innovation est loin d'être achevée. Aujourd'hui, le système d'innovation russe représente un complexe « mélange » composé, d'une part, de structures et d'institutions héritées de l'époque soviétique et, d'autre part, d'organismes nouveaux, apparus dans le cadre d'une économie de marché ouverte.

À la différence du modèle américain, dans le NIS russe, les fonctions de recherche et d'enseignement de la science sont toujours séparées. L'immense (près de 450 instituts scientifiques) et disparate secteur de l'Académie des sciences, qui continue à fonctionner selon les principes de l'économie planifiée, se consacre essentiellement aux fonctions de recherche ; quant à l'enseignement, il est « délégué » aux VUZ. Un tel modèle se caractérise par des frais de fonctionnement très élevés, d'importantes barrières administratives, une faible efficacité de l'utilisation des ressources et une lenteur de réaction aux nouveaux défis.

Aujourd'hui encore, l'État demeure le principal acteur du NIS russe²³. Pour des raisons bien identifiées – vieillissement des cadres et des équipements scientifiques, fuite des jeunes talents, management conservateur et inadapté, etc. –, la productivité et le potentiel de la recherche fondamentale n'ont cessé de baisser depuis les années 1990²⁴. Même l'augmentation sans précédent des moyens accordés par l'État n'a pas aidé : pourtant, au cours des six dernières années, le budget de l'Académie des sciences de Russie a été, en valeur absolue, multiplié par quatre (en 2007, ses structures ont obtenu 40 milliards de roubles de financement). Par son puissant lobbying, l'Académie a repoussé la réforme systémique et réussi une nouvelle fois à préserver le *statu quo* soviétique.

Le NIS russe conserve l'un de ses principaux défauts d'antan : la séparation administrative de la recherche fondamentale et de l'enseignement supérieur. En guise de « compensation », le gouvernement a réussi à faire adopter au Parlement une « Loi sur l'intégration de la recherche et de l'enseignement » mais ce texte est trop « mou » et trop prudent. Il est peu probable qu'il permettra de créer des universités de recherche en intégrant directement (administrativement) les VUZ et les instituts de recherche.

Le ministère de l'Enseignement et de la Recherche a décidé de suivre une option alternative. Il a commencé à regrouper les actifs du système d'ES pour créer des universités de recherche fédérales. En termes de mise en œuvre, des VUZ de taille modeste ont été réunis en des structures plus grandes (sur le modèle des Universités de Sibérie et du Sud évoquées plus haut). Néanmoins, on peut craindre que ce projet ne dépasse pas le stade de l'expérimentation, car en cas de rétablissement d'un NIS administratif et étatique, le pays n'aura tout simplement pas les moyens de créer les huit à dix grandes universités fédérales qui pourraient, d'ici cinq à dix ans, entrer dans le top 200 mondial.

Pour jeter les bases du futur secteur universitaire de la recherche fondamentale (et, partiellement, de la recherche appliquée), la Russie devra consacrer des moyens considérables aussi bien à la recherche qu'à l'enseignement. Selon certains experts²⁵, il faudrait, à l'horizon 2010, multiplier par deux ou par deux et demi le budget consacré à l'éducation (ce qui le ferait passer à 110-130 milliards de roubles) et multiplier par cinq ou sept les financements alloués à la recherche universitaire (qui passeraient alors à 25 milliards de roubles). De plus, il faudra doubler le budget des financements que la Fondation russe pour la recherche fondamentale accorde, sur appel d'offres, aux projets de recherches scientifiques des VUZ.

²³ Les financements publics représentent près de 70 % des moyens engagés dans la R&D en Russie (en 2006, ce chiffre était de 67 à 68 %), tandis que, dans la majorité des pays développés, la répartition des dépenses publiques et privées est pratiquement inverse.

²⁴ Au cours des 15 dernières années, la part des publications russes dans les journaux scientifiques de référence mondiale est tombée de 3,5 % à 2,4 %, la Russie passant ainsi du 8^e au 11^e rang.

²⁵ Rapport de la Chambre civique de la Fédération de Russie, *op. cit.* [12].

En principe, il est possible d'obtenir une telle dynamique, mais cela ne se fera qu'au prix d'une importante inflexion de la politique de l'État en matière de recherche. En 2006-2007, a commencé la formation du nouveau système d'innovation russe, dans lequel un rôle central sera dévolu aux corporations étatiques (gosudarstvennyye korporatsii, GK). Celles-ci sont créées dans les secteurs prioritaires (principalement, les technologies de pointe) par le biais de la consolidation de l'emprise de l'État sur les actifs étatiques, mais aussi privés²⁶. Leurs activités sont régulées par des lois *ad hoc*, certaines d'entre elles bénéficiant du statut d'organisations à but non lucratif dotées de droits spécifiques. Les moyens budgétaires affectés sont exceptionnellement élevés, même dans le contexte de croissance économique rapide que connaît la Russie aujourd'hui. Ainsi, la GK Nanotechnologies de Russie (Rosnanotekh), formée afin de mettre en œuvre des projets scientifiques et d'innovation dans ce domaine prioritaire, s'est vu allouer en 2007 la somme de 130 milliards de roubles sur le budget fédéral (à titre de comparaison, l'ensemble des instituts dépendant de l'Académie des sciences de Russie ont obtenu, pour la même année, 40 milliards de roubles). De nombreux experts s'inquiètent de la trop grande domination exercée par l'État sur le monde des affaires, des risques de monopolisation et de bureaucratisation qui en découlent, de la baisse de la stimulation de l'innovation et de la possible hausse de la corruption. Ces dernières années, il a largement accru son poids dans toutes les sphères de la société et l'éducation n'a pas échappé à cette tendance lourde.

La Russie est en train de mettre en place un système national d'innovation qui s'appuie essentiellement sur le secteur public existant (Académie des sciences de Russie, complexe militaro-industriel), ainsi que sur le potentiel scientifique des GK. Le volume des ressources qui y sont déjà investies ne permet pas d'espérer l'attribution de moyens budgétaires aussi importants dans le secteur de la recherche universitaire. L'enseignement supérieur en Russie devra donc se contenter de se développer selon un « scénario d'inertie ». Bien sûr, étant donné la croissance actuelle (7,5 % en 2007), cela suffira à résoudre certains problèmes ; néanmoins, dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre au changement radical du modèle éducatif.

Aujourd'hui, l'ES russe est toujours en quête d'un modèle efficace. Pour l'heure, l'enseignement – tout comme l'économie et le système d'innovation – se développe dans un cadre instable de transition, dans lequel des institutions datant de l'époque soviétique coexistent avec des éléments inspirés des meilleurs systèmes d'enseignement de la planète. La situation devrait s'éclaircir rapidement, après la fin du cycle électoral et la présentation à la société du programme du nouveau président de la Russie. Il est indispensable de ne pas s'écarter de la voie des réformes empruntée au début des années 1990 :

²⁶ Début 2008, plusieurs GK ont vu le jour : dans l'aéronautique et la construction navale, dans le secteur nucléaire et dans plusieurs branches du complexe militaro-industriel.

– Le système éducatif russe doit aller dans le sens d'une plus grande ouverture et s'intégrer davantage au système éducatif global. Dans le même temps, il est nécessaire de mettre à profit les mécanismes économiques et les liens humains afin d'élargir la zone éducative « russophone ».

– Les établissements d'enseignement doivent également s'ouvrir à leur environnement naturel : entreprises, associations, autorités régionales, etc. Ceci ne doit pas les empêcher de devenir plus autonomes et plus libres. La récente loi sur les établissements éducatifs non commerciaux et autonomes est appelée à aider les VUZ d'État actuels à augmenter leur marge de manœuvre pour investir les sommes qu'ils auront gagnées sur le marché.

– Enfin, l'État ne doit pas renoncer à la responsabilité qui est la sienne en matière de « qualité du capital humain » du pays. Or, pour assurer cette qualité, il faut que le système d'enseignement bénéficie de nouveaux investissements massifs. Se satisfaire du maintien du rythme d'investissement constaté au cours des deux ou trois dernières années n'est pas suffisant : il faut significativement accélérer la cadence. La communauté des experts estime que la part du PIB consacrée à l'éducation doit être augmentée de 2 à 3 % : les investissements de l'État doivent passer des 3,5 % actuels à 5 ou 6 %, et les investissements des personnes privées et des entreprises, des 2 % actuels à 3,5 %²⁷. En ce qui concerne le rôle des entreprises, il faut particulièrement souligner l'augmentation du nombre des fondations caritatives russes consacrées au soutien de l'éducation (Fondation Potanine, Fondation Zimine « Dynastie », etc.). Cette tendance doit être renforcée grâce à la loi sur les dotations de capitaux adoptée en 2007 (loi sur les fondations).

L'espoir de voir les réformes du système d'enseignement supérieur russe s'accélérer significativement n'a pas disparu. Récemment, le vice-Premier ministre Dmitri Medvedev (aujourd'hui président de Russie) a déclaré que le projet national « Éducation » allait rapidement être transformé en un programme fédéral pour trois à cinq ans. Une promesse qui suscite l'optimisme.

²⁷ Rapport de la Chambre civique de la Fédération de Russie, *op. cit.* [12].